

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 01045

Numéro SIREN : 789 991 221

Nom ou dénomination : SOCO 1

Ce dépôt a été enregistré le 01/07/2022 sous le numéro de dépôt 15584

mazars

61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

 **Grant Thornton**

29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine

SOCO 1

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mazars

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à
directoire et conseil de surveillance
Siège social : 61, rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

Grant Thornton

Société par Actions Simplifiée d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
Siège social : 29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine
Capital de 2 297 184 euros - RCS Nanterre B 632 013 843

SOCO 1

Société par actions simplifiée au capital de 515 020 588 euros

RCS : Versailles 789 991 221

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société SOCO 1,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOCO 1 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Ces appréciations ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la présentation d'ensemble des comptes ainsi que sur la pertinence de l'information fournie dans les notes de l'annexe notamment pour ce qui concerne le point suivant :

- Les titres de participations, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 663 398 k€, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés, le cas échéant, sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Participations et autres titres » de l'annexe aux comptes annuels. Nos travaux ont consisté à apprécier le caractère approprié des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les paramètres utilisés, et à revoir les calculs effectués par la société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

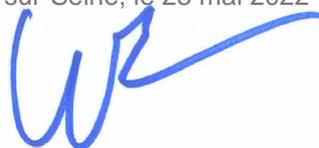
Paris La Défense, le 25 mai 2022

Isabelle Massa

Associée

Grant Thornton

Neuilly-sur-Seine, le 25 mai 2022



Vincent Frambourt

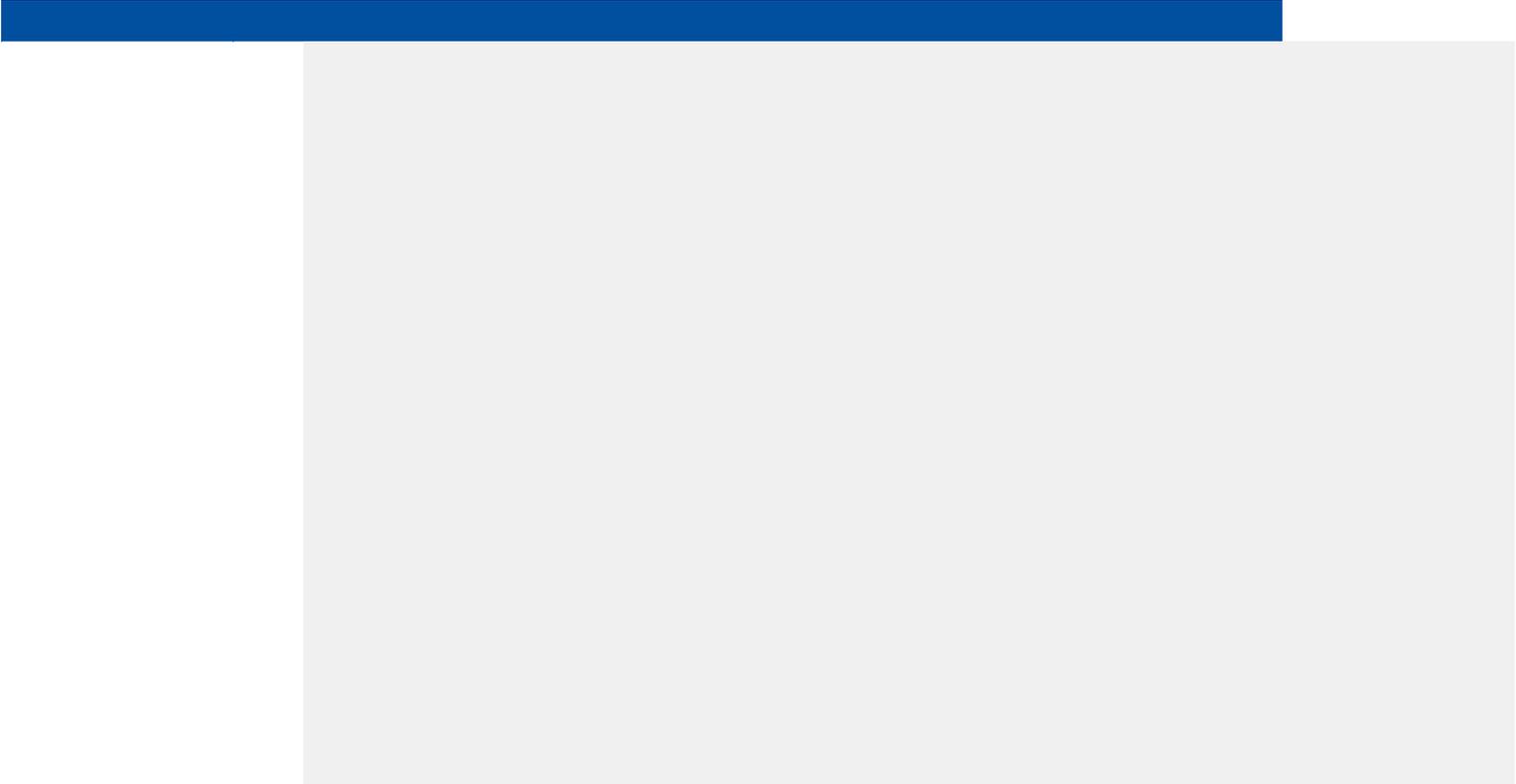
Associé

SOCO 1

5 Place des Frères Montgolfier

78280 GUYANCOURT

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	12
Amortissements	13
Provisions et dépréciations	14
Créances et dettes	15
Variation des capitaux propres	16
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Produits à recevoir	18
Filiales et Participations	19

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	663 398 479		663 398 479	617 221 016
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	663 398 479		663 398 479	617 221 016
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	7 885 907		7 885 907	95 221 351
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	32 533		32 533	17 127
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	7 918 440		7 918 440	95 238 477
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	671 316 920		671 316 920	712 459 493

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 515 020 588)	515 020 588	508 832 133
Primes d'émission, de fusion, d'apport	149 972 043	186 019 650
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 480 993	1 401 665
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		8 240 517
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	4 309 099	1 586 555
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	336 471	336 471
CAPITAUX PROPRES	671 119 194	706 416 991
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	934	2 281
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 753	66 690
Dettes fiscales et sociales	29 000	16 500
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	106 039	5 957 031
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	197 726	6 042 502
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	671 316 920	712 459 493

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			232 488	118 149
Impôts, taxes et versements assimilés			170 380	
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			30 000	
CHARGES D'EXPLOITATION			432 868	118 149
RESULTAT D'EXPLOITATION			-432 868	-118 149
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			86 849	136 386
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			86 849	136 386
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			17 750	67 747
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			17 750	67 747
RESULTAT FINANCIER			69 099	68 639
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-363 769	-49 510

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		24 046
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		24 046
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-24 046
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-4 672 868	-1 660 111
TOTAL DES PRODUITS	86 849	136 386
TOTAL DES CHARGES	-4 222 250	-1 450 170
BENEFICE OU PERTE	4 309 099	1 586 555

Annexes

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les comptes annuels sont établis conformément au Plan Comptable Général (Règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement N° 2014-03 relatif au PCG et homologué par arrêté le 26 décembre 2016) et aux règles et principes comptables généralement admis en France. L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Néant

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

L'activité principale de la société consiste en la gestion de portefeuille de titres.

Les titres de participation figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net des dépréciations éventuelles.

Une dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise.

Cette valeur peut être déterminée, pour une participation donnée, selon une méthode multicritères qui prend en compte la quote-part de situation nette détenue ainsi que des éléments actuels ou futurs d'appréciation de la rentabilité de la participation, (valeur réelle des actifs sous-jacents, flux futurs actualisés de la trésorerie disponible...) ou selon la règle des multiples. Lorsque les capitaux propres de la filiale sont négatifs, une provision pour risque peut de plus être constituée au passif (cf. Tableau Filiales et Participation).

Le mali technique constaté suite aux TUP réalisées en 2020 est relatif aux sociétés suivantes, sans indice de perte de valeur sur l'exercice

- TUP de SOCO2, pour 65 797 480.44 € et apport suite aux TUP intervenues en 2013 et relatif au titres de participations :

- SDGS pour 11 221 960.56€
- SMGS pour 5 944 623.24 €
- UNIVERS 10 pour 45 451 317.25 €
- UNIVERS 9 pour 52 616 331.83 €

- TUP de SMGS3, pour 52 148 650. 56 €

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est composé de 515 020 588 € actions à 1€

INTEGRATION FISCALE

La société a opté pour le régime fiscal des groupes prévu aux articles 223A et suivant du code général des impôts depuis le 1er janvier 2013, avec ses filiales :

- HOLDING SOCOTEC
- SOCOTEC CONSTRUCTION
- SOCOTEC EQUIPEMENTS
- SOCOTEC ENVIRONNEMENT
- SOCOTEC FORMATION
- SOCOTEC GESTION
- SOCOTEC INTERNATIONAL
- SOCOTEC POWER SERVICES
- SOCOTEC CERTIFICATION
- SOCOTEC DEVELOPPEMENT
- SOCOTEC ANTILLES GUYANE
- SOCOTEC REUNION
- SOCOTEC INFRASTRUCTURE
- SOCOTEC SMART SOLUTIONS
- SOCOTEC CIVIL ENGINEERING
- PLC
- SOCOTEC FORMATION NUCLEAIRE
- CONTROLE INSPECTION SUPERVISION
- SOCOTEC DIAGNOSTIC GROUPE
- SOCOTEC DIAGNOSTIC
- SOCOTEC EXPERTISE
- AXE
- SNER
- SOCOTEC IMMOBILIER DURABLE
- SOCOTEC AIR BTP

Conformément à ces dispositions, la société est seule redevable de l'impôt sur les sociétés qui résulte de l'application du régime groupe.

Néanmoins, chacune des filiales établit le calcul de son imposition comme si elle n'était pas membre du groupe fiscal et verse ses acomptes à SOCO1.

Les filiales intégrées sont dans la même situation fiscale que celle qui aurait été la leur en l'absence d'intégration.

Pour l'exercice 2021, la société a comptabilisé un boni de 4 672 868 € au titre des économies procurées par le régime d'intégration fiscale.

Le solde du compte CICE s'élève à 843 225 €, il est constitué par les CICE perçus par les différentes entités en 2018 net du préfinancement reçu de BPI. Les autres créances d'impôt sont constituées de crédits d'impôts et de retenues à la source.

CONSOLIDATION

A la clôture de l'exercice, SOCO1 établit des comptes consolidés dans lesquels les comptes statutaires de SOCO1 font l'objet d'une consolidation par intégration globale.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Néant

CHANGEMENT DE METHODE

Néant

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

La Société a poursuivi son activité de holding financière du groupe Socotec.

Les mesures prises par le Gouvernement en 2020 afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 avaient perturbé les activités du Groupe Socotec et significativement affecté les états financiers de l'exercice 2020. Malgré la persistance de certains effets de la crise sanitaire, l'exercice 2021 s'avère en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent, avec un retour au niveau d'activité pré-crise.

Au titre de l'exercice 2021, les principaux événements ont été les suivants :

- Changement d'actionnaire majoritaire : A l'issue de la dissolution de Sophielux 1 en date du 9 novembre 2021, Sophinvest est venu aux droits de Sophielux 1.
- La période d'acquisition de 12 mois des actions ordinaires attribuées gratuitement au titre de différents Règlements des Plans de Décembre 2019 et correspondant à la Première Série d'Attribution (tel que ce terme est défini dans lesdits règlements) a expiré le 17 décembre 2020, les 2.961.840 actions ordinaires de la Société ont été attribuées suivant les décisions du Président du 1^{er} février 2021 au profit des bénéficiaires des Plans d'Actions Gratuites de Décembre 2019.

Par ailleurs, le 29 avril 2021, SOCO 1 a procédé à une augmentation de sa participation dans Holding Socotec d'un montant de 46.177.463,41 € dont 7.200.000 € en capital et 38.977.463,41€ en prime d'émission. Cette augmentation de capital a été réalisée par incorporation de créances détenues par la Société à l'encontre de Holding Socotec provenant de son compte de cash-pooling.

- Les différentes périodes d'acquisition ont expiré et des actions ordinaires de la Société ont été attribuées suivant les décisions du Président du 18 décembre 2021 au profit des bénéficiaires des divers Plans d'Actions Gratuites. En conséquence, le capital de la Société a été augmenté d'un montant nominal de 3.226.615 € au titre de l'attribution définitive de 3.226.615 actions, le capital a été porté de 511.793.973 € à 515.020.588 €

- Prises de participation ou prises de contrôle.

Néant

- Cession de participation

Néant

- Autres informations

- Les honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés au titre de la mission de contrôle légal des comptes s'elevent à 140 000 € HT.

- Le solde des comptes courants à la clôture correspondent aux soldes d'IS des sociétés membres de l'integration fiscale pour un montant de 6 416 778.45 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A. Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice écoulé

Depuis le début de l'année 2022, le Groupe a réalisé 3 acquisitions complémentaires :

- en Italie avec l'acquisition d'Eurogeo, spécialiste des investigations géotechniques pour les projets d'infrastructures,
- en Allemagne avec l'acquisition de Pfeifer, spécialisé dans les domaines du conseil en construction, autour des problématiques de structures et de physique du bâtiment, de protection contre l'incendie, sur des ouvrages de tout premier plan,
- en Espagne grâce à l'acquisition de BAC Engineering Consultancy group, acteur reconnu de l'inspection, de l'ingénierie, du testing et de la gestion des risques dans le génie civil, notamment les infrastructures de transport, les ouvrages maritimes ou les systèmes d'adduction d'eau, et dans le bâtiment.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	617 221 016		46 177 463
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	617 221 016		46 177 463
TOTAL GENERAL	617 221 016		46 177 463

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			663 398 479	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			663 398 479	
TOTAL GENERAL			663 398 479	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL				

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		336 471		336 471
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	336 471			336 471
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	336 471			336 471
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	899 361	899 361	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	484 733	484 733	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	6 501 813	6 501 813	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	7 885 907	7 885 907	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	934	934		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	61 753	61 753		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20 000	20 000		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	9 000	9 000		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	85 035	85 035		
Autres dettes	21 004	21 004		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	197 726	197 726		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		706 416 991	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		706 416 991	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			6 188 455
Variations des primes liées au capital	36 047 607		
Variations des réserves			79 328
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées			
Autres variations	8 240 517		
Résultat de l'exercice	1 586 555		
	SOLDE	39 606 897	
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			666 810 094

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	Frs. - FNP hors groupe	60 000,00	65 250,00	-5 250,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		60 000,00	65 250,00	-5 250,00
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
448000	Impôts et taxes divers	9 000,00	1 500,00	7 500,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		9 000,00	1 500,00	7 500,00
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518100	Int. courus à payer	934,03	2 280,98	-1 346,95
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		934,03	2 280,98	-1 346,95
TOTAL CHARGES A PAYER		69 934,03	69 030,98	903,05

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
AUTRES CREANCES				
455800	Interets Courus Cash Pooling		40 394,64	-40 394,64
TOTAL AUTRES CREANCES			40 394,64	-40 394,64
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR			40 394,64	-40 394,64

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
HOLDING SOCOTEC	122 000 000,00 393 158 221,00	100%	430 218 115,53 430 218 115,53		233 436,28 38 507 346,29
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					

SOCO 1

Société par actions simplifiée au capital de 515.020.588 €uros
 Siège social : 5 Place des frères Montgolfier - 78280 GUYANCOURT
 789 991 221 RCS Versailles
 (la « Société »)

**Affectation du résultat décidée par Assemblée Générale Ordinaire des Associés
 en date du 29 juin 2022**

PREMIÈRE RÉOLUTION

*Approbation des comptes sociaux (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
 quitus au Président*

L'Assemblée Générale, après avoir (i) pris connaissance des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021, et (ii) entendu lecture du rapport de gestion du Président et du rapport des Co-Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, approuve lesdits rapports, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 comprenant le compte de résultat, le bilan et son annexe, tels qu'ils lui sont présentés et qui se soldent par un bénéfice de 4.309.099,22 € euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et/ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour la période dudit exercice.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021

L'Assemblée décide d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé, s'élevant à 4.309.099,22 €, comme suit :

- Dotation de la réserve légale à hauteur de 5% 215.454,96 €
- Ladite réserve légale s'élevant à* 1.696.447,74 €

Le solde, soit la somme de 4.093.644,26 €, sera en totalité affecté au poste « Report à nouveau » qui sera ainsi porté à 4.093.644,26 euros.

Afin de se conformer aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, il est rappelé que la Société a procédé aux distributions de dividendes suivantes au cours des trois derniers exercices :

Exercices	Dividendes uniquement pour les titulaires d'ADP _A	Dividendes ouvrant droit à l'abattement fiscal de 40%
31/12/2018	Néant	Néant
31/12/2019	Néant	Néant
31/12/2020	39.606.896,60 €	Néant

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

[.../...]

CINQUIÈME RÉOLUTION

Approbation, en tant que de besoin, des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021

L'Assemblée Générale, après avoir (i) pris connaissance des comptes consolidés et (ii) entendu lecture du rapport des Co-Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve en tant que de besoin les comptes consolidés au 31 décembre 2021 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du groupe.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié conforme

DocuSigned by:

9004865AB2CC437...

Monsieur Hervé Montjotin
Président

mazars

61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

 **Grant Thornton**

29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine

SOCO 1

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mazars

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à
directoire et conseil de surveillance
Siège social : 61, rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

Grant Thornton

Société par Actions Simplifiée d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
Siège social : 29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine
Capital de 2 297 184 euros - RCS Nanterre B 632 013 843

SOCO 1

Société par actions simplifiée au capital de 515 020 588 euros

RCS : Versailles 789 991 221

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société SOCO 1,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOCO 1 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Ces appréciations ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la présentation d'ensemble des comptes ainsi que sur la pertinence de l'information fournie dans les notes de l'annexe notamment pour ce qui concerne le point suivant :

- Les titres de participations, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 663 398 k€, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés, le cas échéant, sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Participations et autres titres » de l'annexe aux comptes annuels. Nos travaux ont consisté à apprécier le caractère approprié des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les paramètres utilisés, et à revoir les calculs effectués par la société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

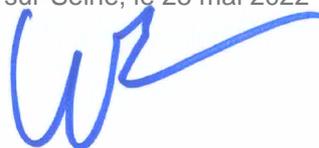
Paris La Défense, le 25 mai 2022

Isabelle Massa

Associée

Grant Thornton

Neuilly-sur-Seine, le 25 mai 2022



Vincent Frambourt

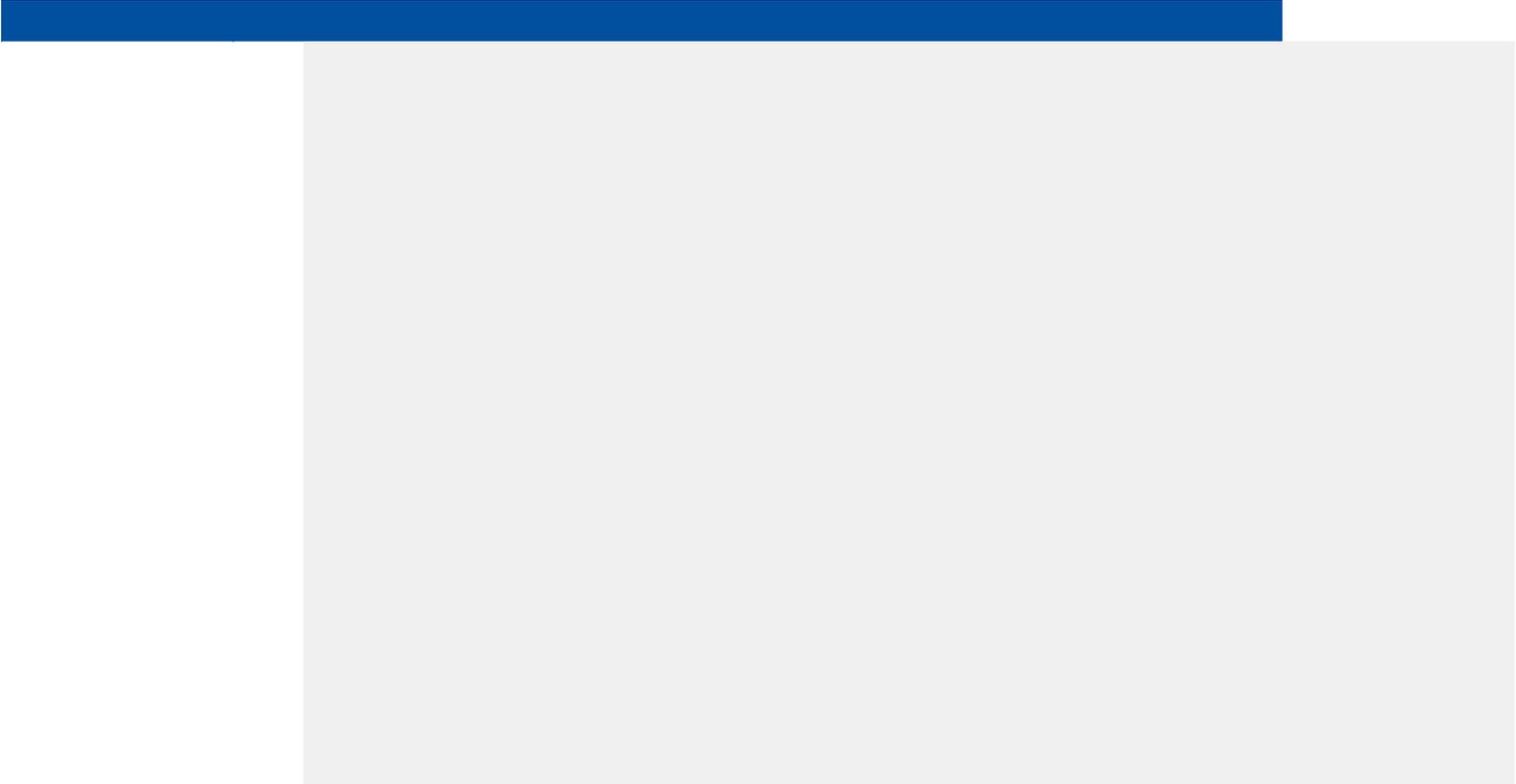
Associé

SOCO 1

5 Place des Frères Montgolfier

78280 GUYANCOURT

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	12
Amortissements	13
Provisions et dépréciations	14
Créances et dettes	15
Variation des capitaux propres	16
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Produits à recevoir	18
Filiales et Participations	19

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	663 398 479		663 398 479	617 221 016
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	663 398 479		663 398 479	617 221 016
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	7 885 907		7 885 907	95 221 351
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	32 533		32 533	17 127
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	7 918 440		7 918 440	95 238 477
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	671 316 920		671 316 920	712 459 493

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 515 020 588)	515 020 588	508 832 133
Primes d'émission, de fusion, d'apport	149 972 043	186 019 650
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 480 993	1 401 665
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		8 240 517
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	4 309 099	1 586 555
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	336 471	336 471
CAPITAUX PROPRES	671 119 194	706 416 991
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	934	2 281
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 753	66 690
Dettes fiscales et sociales	29 000	16 500
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	106 039	5 957 031
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	197 726	6 042 502
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	671 316 920	712 459 493

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			232 488	118 149
Impôts, taxes et versements assimilés			170 380	
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			30 000	
CHARGES D'EXPLOITATION			432 868	118 149
RESULTAT D'EXPLOITATION			-432 868	-118 149
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			86 849	136 386
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			86 849	136 386
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			17 750	67 747
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			17 750	67 747
RESULTAT FINANCIER			69 099	68 639
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-363 769	-49 510

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		24 046
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		24 046
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-24 046
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-4 672 868	-1 660 111
TOTAL DES PRODUITS	86 849	136 386
TOTAL DES CHARGES	-4 222 250	-1 450 170
BENEFICE OU PERTE	4 309 099	1 586 555

Annexes

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les comptes annuels sont établis conformément au Plan Comptable Général (Règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement N° 2014-03 relatif au PCG et homologué par arrêté le 26 décembre 2016) et aux règles et principes comptables généralement admis en France. L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Néant

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

L'activité principale de la société consiste en la gestion de portefeuille de titres.

Les titres de participation figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net des dépréciations éventuelles.

Une dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise.

Cette valeur peut être déterminée, pour une participation donnée, selon une méthode multicritères qui prend en compte la quote-part de situation nette détenue ainsi que des éléments actuels ou futurs d'appréciation de la rentabilité de la participation, (valeur réelle des actifs sous-jacents, flux futurs actualisés de la trésorerie disponible...) ou selon la règle des multiples. Lorsque les capitaux propres de la filiale sont négatifs, une provision pour risque peut de plus être constituée au passif (cf. Tableau Filiales et Participation).

Le mali technique constaté suite aux TUP réalisées en 2020 est relatif aux sociétés suivantes, sans indice de perte de valeur sur l'exercice

- TUP de SOCO2, pour 65 797 480.44 € et apport suite aux TUP intervenues en 2013 et relatif au titres de participations :

- SDGS pour 11 221 960.56€
- SMGS pour 5 944 623.24 €
- UNIVERS 10 pour 45 451 317.25 €
- UNIVERS 9 pour 52 616 331.83 €

- TUP de SMGS3, pour 52 148 650. 56 €

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est composé de 515 020 588 € actions à 1€

INTEGRATION FISCALE

La société a opté pour le régime fiscal des groupes prévu aux articles 223A et suivant du code général des impôts depuis le 1er janvier 2013, avec ses filiales :

- HOLDING SOCOTEC
- SOCOTEC CONSTRUCTION
- SOCOTEC EQUIPEMENTS
- SOCOTEC ENVIRONNEMENT
- SOCOTEC FORMATION
- SOCOTEC GESTION
- SOCOTEC INTERNATIONAL
- SOCOTEC POWER SERVICES
- SOCOTEC CERTIFICATION
- SOCOTEC DEVELOPPEMENT
- SOCOTEC ANTILLES GUYANE
- SOCOTEC REUNION
- SOCOTEC INFRASTRUCTURE
- SOCOTEC SMART SOLUTIONS
- SOCOTEC CIVIL ENGINEERING
- PLC
- SOCOTEC FORMATION NUCLEAIRE
- CONTROLE INSPECTION SUPERVISION
- SOCOTEC DIAGNOSTIC GROUPE
- SOCOTEC DIAGNOSTIC
- SOCOTEC EXPERTISE
- AXE
- SNER
- SOCOTEC IMMOBILIER DURABLE
- SOCOTEC AIR BTP

Conformément à ces dispositions, la société est seule redevable de l'impôt sur les sociétés qui résulte de l'application du régime groupe.

Néanmoins, chacune des filiales établit le calcul de son imposition comme si elle n'était pas membre du groupe fiscal et verse ses acomptes à SOCO1.

Les filiales intégrées sont dans la même situation fiscale que celle qui aurait été la leur en l'absence d'intégration.

Pour l'exercice 2021, la société a comptabilisé un boni de 4 672 868 € au titre des économies procurées par le régime d'intégration fiscale.

Le solde du compte CICE s'élève à 843 225 €, il est constitué par les CICE perçus par les différentes entités en 2018 net du préfinancement reçu de BPI. Les autres créances d'impôt sont constituées de crédits d'impôts et de retenues à la source.

CONSOLIDATION

A la clôture de l'exercice, SOCO1 établit des comptes consolidés dans lesquels les comptes statutaires de SOCO1 font l'objet d'une consolidation par intégration globale.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Néant

CHANGEMENT DE METHODE

Néant

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

La Société a poursuivi son activité de holding financière du groupe Socotec.

Les mesures prises par le Gouvernement en 2020 afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 avaient perturbé les activités du Groupe Socotec et significativement affecté les états financiers de l'exercice 2020. Malgré la persistance de certains effets de la crise sanitaire, l'exercice 2021 s'avère en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent, avec un retour au niveau d'activité pré-crise.

Au titre de l'exercice 2021, les principaux événements ont été les suivants :

- Changement d'actionnaire majoritaire : A l'issue de la dissolution de Sophielux 1 en date du 9 novembre 2021, Sophinvest est venu aux droits de Sophielux 1.
- La période d'acquisition de 12 mois des actions ordinaires attribuées gratuitement au titre de différents Règlements des Plans de Décembre 2019 et correspondant à la Première Série d'Attribution (tel que ce terme est défini dans lesdits règlements) a expiré le 17 décembre 2020, les 2.961.840 actions ordinaires de la Société ont été attribuées suivant les décisions du Président du 1^{er} février 2021 au profit des bénéficiaires des Plans d'Actions Gratuites de Décembre 2019.

Par ailleurs, le 29 avril 2021, SOCO 1 a procédé à une augmentation de sa participation dans Holding Socotec d'un montant de 46.177.463,41 € dont 7.200.000 € en capital et 38.977.463,41€ en prime d'émission. Cette augmentation de capital a été réalisée par incorporation de créances détenues par la Société à l'encontre de Holding Socotec provenant de son compte de cash-pooling.

- Les différentes périodes d'acquisition ont expiré et des actions ordinaires de la Société ont été attribuées suivant les décisions du Président du 18 décembre 2021 au profit des bénéficiaires des divers Plans d'Actions Gratuites. En conséquence, le capital de la Société a été augmenté d'un montant nominal de 3.226.615 € au titre de l'attribution définitive de 3.226.615 actions, le capital a été porté de 511.793.973 € à 515.020.588 €

- Prises de participation ou prises de contrôle.

Néant

- Cession de participation

Néant

- Autres informations

- Les honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés au titre de la mission de contrôle légal des comptes s'elevent à 140 000 € HT.

- Le solde des comptes courants à la clôture correspondent aux soldes d'IS des sociétés membres de l'integration fiscale pour un montant de 6 416 778.45 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A. Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice écoulé

Depuis le début de l'année 2022, le Groupe a réalisé 3 acquisitions complémentaires :

- en Italie avec l'acquisition d'Eurogeo, spécialiste des investigations géotechniques pour les projets d'infrastructures,
- en Allemagne avec l'acquisition de Pfeifer, spécialisé dans les domaines du conseil en construction, autour des problématiques de structures et de physique du bâtiment, de protection contre l'incendie, sur des ouvrages de tout premier plan,
- en Espagne grâce à l'acquisition de BAC Engineering Consultancy group, acteur reconnu de l'inspection, de l'ingénierie, du testing et de la gestion des risques dans le génie civil, notamment les infrastructures de transport, les ouvrages maritimes ou les systèmes d'adduction d'eau, et dans le bâtiment.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	617 221 016		46 177 463
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	617 221 016		46 177 463
TOTAL GENERAL	617 221 016		46 177 463

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			663 398 479	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			663 398 479	
TOTAL GENERAL			663 398 479	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL				

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		336 471		336 471
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES		336 471		336 471
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL		336 471		336 471
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	899 361	899 361	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	484 733	484 733	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	6 501 813	6 501 813	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	7 885 907	7 885 907	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	934	934		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	61 753	61 753		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20 000	20 000		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	9 000	9 000		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	85 035	85 035		
Autres dettes	21 004	21 004		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	197 726	197 726		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		706 416 991
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		706 416 991
Variations en cours d'exercice		En moins
		En plus
Variations du capital		6 188 455
Variations des primes liées au capital	36 047 607	
Variations des réserves		79 328
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations	8 240 517	
Résultat de l'exercice	1 586 555	
	SOLDE	39 606 897
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		666 810 094

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	Frs. - FNP hors groupe	60 000,00	65 250,00	-5 250,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		60 000,00	65 250,00	-5 250,00
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
448000	Impôts et taxes divers	9 000,00	1 500,00	7 500,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		9 000,00	1 500,00	7 500,00
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518100	Int. courus à payer	934,03	2 280,98	-1 346,95
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		934,03	2 280,98	-1 346,95
TOTAL CHARGES A PAYER		69 934,03	69 030,98	903,05

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
AUTRES CREANCES				
455800	Interets Courus Cash Pooling		40 394,64	-40 394,64
TOTAL AUTRES CREANCES			40 394,64	-40 394,64
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR			40 394,64	-40 394,64

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
HOLDING SOCOTEC	122 000 000,00 393 158 221,00	100%	430 218 115,53 430 218 115,53		233 436,28 38 507 346,29
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					